



Déclaration du SNETAA-FO et du SNFOLC à l'ouverture des CAPN lundi 7 mars 2011

Le SNETAA-FO et le SNFOLC rappellent leur opposition aux accords de Bercy qu'ils n'ont pas signés, et les conséquences désastreuses que cela entraîne sur le paritarisme.

Le SNETAA-FO et le SNFOLC rappellent **leur attachement au fonctionnement actuel et en revendiquent le maintien.**

Aujourd'hui réunis à l'ouverture de cette CAPN, nous réaffirmons **notre attachement au droit à mutation**, tel qu'inscrit dans le statut de la fonction publique d'Etat, **transparent, équitable et réel.**

Force est de constater, que ce souhait se heurte aux effets cumulés

- **de la RGPP** qui réduit massivement le nombre de postes dans les académies.
- **du dispositif ECLAIR** qui institue un recrutement « maison », sur des postes à profil niant les règles du mouvement.
- **de l'autonomie des établissements.**
- **de la mastérisation** qui diminue les postes offerts au mouvement, suite au blocage des « berceaux » d'accueil des stagiaires, allant même jusqu'à fragiliser les postes de titulaires au point de les mettre en mesure de carte scolaire.

Ainsi, tous les moyens sont bons pour réduire le nombre de postes, tous les établissements collèges, lycées, lycées professionnels sont touchés: la rentrée préparée par le ministre dans le cadre de la RGPP est une rentrée impossible.

Le SNETAA-FO et le SNFOLC apportent leur total appui aux assemblées générales dans les établissements, délégations, rassemblements qui ont lieu dans les IA et rectorats pour demander le maintien de tous les postes, s'opposer aux suppressions prévues à la rentrée.

La 1ère conséquence des 3 dispositifs RGPP, ECLAIR et mastérisation, est **une explosion de mesures de cartes scolaires**, plus marquées dans certaines disciplines (STI et tertiaire notamment) ! Chaque académie pallie les difficultés de gestion des personnels concernés,

- en instaurant de nouvelles règles (notamment pour le choix des mesures de cartes scolaire)
- en proposant des mesures massives de reconversion vivement conseillée, voire obligatoire
- en proposant des mutations sur des disciplines connexes
- ou encore en brandissant la menace de licenciement en application de la loi mobilité !

La 2ème conséquence de ces dispositifs est une pression de plus en plus grande de la hiérarchie sur les personnels, des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, des règles statutaires de plus en plus souvent non respectées, par exemple en matière d'obligation de service, et l'intention affichée par le ministre de remettre en cause les statuts particuliers nationaux des différents corps enseignants pour aller vers une individualisation, que ce soit en matière de carrière, d'affectation, de rémunération, d'obligations de service.

Ces dispositifs ne visent-ils pas à favoriser le départ massif de personnels de l'Education Nationale ?

Tout ceci est inacceptable: c'est pourquoi avec la confédération FO nous nous opposons à la RGPP et aux mesures qui en découlent, nous défendons le statut de la fonction publique et les statuts particuliers des corps nationaux de fonctionnaires d'État qui régissent les corps des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation.